

Job : "L'usine à papier de la discorde"

Décidément l'usine Job continue à faire couler beaucoup d'encre. Après la fermeture de celle-ci, le licenciement de ses 300 employés, la décision de conservation à titre de mémoire du "bâtiment amiral", construction caractéristique de l'usine, beaucoup pensaient que l'affaire était terminée. Or c'est loin d'être le cas.

L'Association "Après Job" est, depuis des années, en rapport avec des partenaires en vue de discussions sur le devenir du site. Il faut dire que l'association a aussi comme souci le plan social à finir de régler découlant des licenciements. Mais aujourd'hui le sujet de la discorde, qui oppose la Mairie à l'association, concerne le devenir du "vaisseau amiral". Le but de l'association et de la Mairie est de rendre le bâtiment à la population du quartier, pour en faire un lieu associatif, cul-



turel en veillant à ce que les contribuables payent le moins possible la reconversion de la construction. Mais la tension est montée d'un cran ces jours derniers lorsque la Mairie a demandé à l'Association de quitter les locaux le 15 juin dernier délai. François Chollet, adjoint au Maire, précise "Quand la Mairie attribue des locaux à une association, elle le fait à titre provisoire. C'était convenu avec l'Association Après Job". Pour le président de l'association, Bernard Magras, le problème est

plus large : "Nous sommes en bons rapports avec la population, pas de soucis, mais c'est l'ensemble du dossier Job qui pose problème. Par exemple dans le plan social, pour ce qui est de la reconversion des ouvriers, la Mairie avait promis 14 postes il n'y en a eu que 8 en 5 ans". François Chollet répond à cela "Ce que dit Monsieur Magras est vrai mais sur les 6 restants à reclasser, 4 sont partis ailleurs et nous nous engageons à reclasser les 2 qui restent". Bernard Magras

rajoute "La Mairie veut mettre une salle de sport dans le bâtiment pour faire partir l'association Musical (association de musiciens de musique actuelle)". Pour François Chollet "Pour ce qui est de la musique nous avons fait un appel d'offre concernant la future école de musique, Musical fait partie des groupes ayant répondu. Nous choisirons parmi ceux qui nous semblent correspondre le mieux à la demande de la population". Au vu des désaccords entre les deux parties on peut logiquement penser que le dialogue est rompu. C'est ce que pense l'Association et ce que réprovoque la Mairie, qui rappelle par ailleurs que ce lundi 6 juin les membres de l'Association "Après Job" qui se sont "invités" à la réunion de PLU (Plan Local d'Urbanisation), ont obtenu un rendez vous afin de clore le dossier social de Job pour fin juin.

J.B Tournié

**LE JOURNAL
TOULOUSAIN
(JUIN 2005)**